

AVIGNON

Ville d'exception

- REPUBLIQUE FRANÇAISE -

Arrêté temporaire n° 25-AT-0839
Portant réglementation de la circulation

PÔLE EXPLOITATION URBAINE ET CIRCULATION

AVENUE MOULIN NOTRE DAME

LE MAIRE DE LA VILLE D'AVIGNON

SR

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté municipal du 27 mai 2024 portant délégation de signature à Madame Cécile JOUFFRON Directrice Générale Adjointe à la Ville d'Avignon

VU la demande en date du 05/06/2025 par laquelle le service demandeur demande l'autorisation pour occuper le domaine public

CONSIDÉRANT que l'organisation atelier de travail avec l'école maternelle des Olivades rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 24/06/2025 AVENUE MOULIN NOTRE DAME

ARRETE

ARTICLE 1 - Le 24/06/2025, la circulation des véhicules légers et poids lourds est interdite AVENUE MOULIN NOTRE DAME. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police et véhicules de secours.

Fermerture de l'avenue Moulin Notre Dame le mardi le 24 juin au niveau du parvis de l'école Maternelle, entre 15h et 18h

Fermerture du plateau traversant au droit du parvis de l'école des Olivades pour

la tenue d'un atelier de travail avec les élèves de la maternelle de 15h à 18h

ARTICLE 2 - Les mesures définies ci-dessus ne seront applicables qu'après complète information des riverains et des commerçants.

ARTICLE 3 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, GRAND AVIGNON AMENAGEMENT .

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire d'Avignon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Nîmes 16, avenue Feuchères 30000 NÎMES dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.télérecours.fr.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

ARTICLE 5 - Le Maire de la Ville d'Avignon est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



DIFFUSION:

GRAND AVIGNON AMENAGEMENT

La police